



**CONSEIL
MÉTROPOLITAIN**
DU 12 OCTOBRE 2020

LES PRISES DE POSITION DE
NOUS SOMMES MONTPELLIER

CE QUI A RETENU NOTRE ATTENTION

- NOS RÉACTIONS -

ALERTE ENLÈVEMENT : LA DÉMOCRATIE MÉTROPOLITAINE



Monsieur Delafosse a souvent dit avoir souffert des manquements démocratiques de son prédécesseur. Il est donc d'autant plus surprenant aujourd'hui de le voir reproduire les mêmes pratiques.

C'est pour nous la preuve que c'est bien le conditionnement d'une classe de politiciens professionnels avec laquelle il faut rompre pour réaffirmer les valeurs de la République.

Un seul exemple parmi tant d'autres du mépris de M Delafosse pour l'opposition et pour la démocratie métropolitaine :

- l'intronisation devant la presse, 4 jours avant le conseil, du nouveau président d'une agence dont la création doit être justement débattue et votée au Conseil de Métropole.

Nous rappelons donc au maire-président que le Conseil Métropolitain n'est pas un gadget et que ses élus ne sont pas des élus-godillots à la manière des députés en marche.

Un peu de respect Monsieur Delafosse.

De notre côté nous continuerons à nous battre dans et en dehors de l'institution pour porter la voix des montpelliérain.e.s.

UNE VISION BIEN PAUVRE SUR L'ÉCONOMIE

Agence de développement économique : rien de nouveau sous le soleil avec une feuille de route tout droit sortie des années 80 ! On y parle "tourisme d'affaires", "événements à rayonnement national et international" et on y lit entre les lignes l'attachement au mythe de la startup nation qui repose sur la financiarisation de l'entrepreneuriat.

Rien sur les perspectives d'emploi liées à la transition écologique mais plutôt du réchauffé des recettes toutes faites qu'on nous ressort depuis bien trop longtemps. Comme si notre territoire ne stagnait pas dans un marasme économique qui touche de plein fouet les montpelliérain.e.s. Comme si propulser Montpellier à l'avant-garde de la transition écologique n'était pas aujourd'hui un impératif. Nous pensons à l'inverse qu'il faut travailler à l'évaluation des échecs des politiques publiques en terme de développement menées jusqu'ici, stopper l'avènement de la start-up nation dont la spirale financière ne génère pas de richesse sur notre territoire, sortir du tout tertiaire et se relocaliser des activités de production (agricoles, industrielles, etc.) sur notre territoire.



CE QUI A RETENU NOTRE ATTENTION

- NOS RÉACTIONS -

TAM, SERM, DÉCHET... PASSE-PASSE ET OPACITÉ



L'opacité semble rester la règle quand il s'agit pour les politiciens du PS de gérer l'argent public. Ainsi toutes nos demandes d'éclaircissements ont fait l'objet de réponses évasives ou de silence méprisant.

Quid par exemple de la garantie d'emprunt d'un prêt pour l'énigmatique ZAC d'Odysseum dont on devine l'objet : l'agrandissement de la zone commerciale (alors que le candidat Delafosse et ses alliés EELV avait juré de ne pas y consentir).

Quid des obscurs filiales de la TAM qui nous empêche d'avoir une vision claire sur les coûts réels de ces services sous-traités.

Quid enfin des contrats avec les prestataires sur la collecte des déchets : les prix facturés à la collectivité augmentent alors que le tonnage collecté baisse mais ça ne semble pas émouvoir grand monde dans cet hémicycle.

LES COULEUVRES ÉCOCIDES DE LA MAJORITÉ PS-EELV

Une forme de routine s'installe avec l'exécutif de M. Delafosse : derrière les belles opérations de greenwashing, il ne faut pas chercher bien loin pour découvrir des opérations d'urbanisme dignes d'un autre temps. Après Verchant, Cambacérès et les chambres-d'étudiants-qui-ne-sont-pas-des-logements de M. Deljarry, voici les nouvelles couleuvres avalées par Mme Mantion et M Reynaud. Premièrement l'ouverture "du champ des possibles" de l'aveu-même du Vice-président Calvat que constitue la catégorisation de Montpellier en "station de tourisme" permettant la réalisation d'un nouveau complexe avec Casino et stade à Montpellier.

Clairement notre Maire-Président a décidé d'écouter davantage les familles Nicollin et Partouche plutôt que le groupe EELV qui peine à se faire entendre sur ces dossiers. On notera au passage que ce Casino entrera en concurrence avec celui de la Grande Motte et Palavas au moment où on célèbre "la coopération avec les territoires voisins". Deuxièmement, l'extension de l'aéroport pour un coût de 150 000€ - quelques jours après la marche nationale pour raisonner le trafic aérien.

Nous nous sommes évidemment prononcés contre cette extension.



PRIME VÉLO ET PRIME COVID: UNE MAJORITÉ TRÈS “EN MÊME TEMPS”



Dans ses propositions délibératives, la majorité PS-EELV continue à défendre une ligne complètement déconnectée de l'urgence sociale. Prenons l'exemple d'une mesure a priori consensuelle : la prime de 500€ à l'achat d'un vélo à assistance électrique.

Le mouvement Nous Sommes soutient évidemment toutes les mesures qui visent à permettre aux montpelliérains de sortir de l'autosolisme.

Mais une fois de plus le diable se cache dans les détails : aucune condition de ressources n'est réclamée pour cette aide - comme si nous pouvions nous payer le luxe dans le contexte budgétaire actuel de subventionner les achats écolos de classes sociales aisées au même titre que les montpelliérains pour qui l'achat d'un vélo électrique représente un mois de salaire. Nous avons également proposé d'étendre le dispositif à d'autres vélos porteurs sans assistance électrique (vélo cargo, remorque, etc.). Ces accessoires restent coûteux alors qu'extrêmement attractifs pour tout ceux qui veulent pouvoir combiner vélo, enfants et courses dans le même trajet !

L'assistance électrique peut être nécessaire pour certains mais beaucoup peuvent et souhaitent d'ailleurs s'en passer, pour des raisons écologiques évidentes (consommation énergétiques, batteries au lithium, etc.) mais aussi financières.

Là encore fin de non recevoir.

Cette volonté de masquer l'existence d'inégalités sociales caractéristique de la macronie se retrouve d'ailleurs dans le choix du Président-Maire de ne pas donner le plafond maximal de la prime COVID prévu par l'Etat aux agents du service public en première ligne lors de la première vague. Un très mauvais signe donné à nos agents territoriaux à la veille d'une probable deuxième vague alors que le président-maire n'a pas la même délicatesse lorsqu'il s'agit de son indemnité...

CE QUI N'ÉTAIT PAS À L'ORDRE DU JOUR

- NOS INTERPELLATIONS -

SUBVENTIONS AU SECTEUR AÉRIEN



À l'appel des associations écologistes réunies au sein du collectif « Changeons le système pas le climat » des centaines de citoyen.ne.s se sont mobilisé.e.s à Montpellier samedi 3 octobre pour exiger des mesures de réduction du trafic aérien et d'accompagnement de la reconversion de ce secteur. L'urgence climatique nous impose de prendre des mesures courageuses si nous voulons nous rapprocher des objectifs de l'accord de Paris sur le climat. Cela passe notamment par la suppression des vols comme les Paris/Montpellier au bénéfice de trajets en train de moins de 5 heures. C'est ce que propose la Convention Citoyenne pour le Climat. Cela passe également par la fin des subventions publiques, directes ou indirectes à la filière aérienne.

La Métropole de Montpellier en tant qu'actionnaire de l'aéroport de Montpellier a le devoir de s'engager concrètement dans cette nécessaire transition. Notre question à Monsieur le Maire Président était donc simple : allez-vous tout mettre en place pour que plus un seul centime d'argent public du contribuable montpelliérain ne vienne subventionner le secteur aérien ET allez-vous mettre en place une stratégie pour supprimer les vols Paris/Montpellier ?

PIROUETTES SÉMANTIQUES A CAMBACERES



Lors du Conseil métropolitain du 15 septembre 2020, l'affaire n°10 qui nous était présenté par Coralie Mantion et pour laquelle elle s'est abstenue portait sur la cession des terrains de la ZAC Cambacérés à la SA3M pour l'aménagement de la future MBS de Montpellier.

Correspondant effectivement à vos engagements de campagne, il ne figurait nulle part dans cette décision de possibilité d'y installer de logements. À notre grand étonnement, Monsieur Deljarry apportait la semaine dernière une précision à la Gazette concernant l'absence de "logements" sur Cambacérés mais qu'il y aurait bien une "résidence étudiante" sur place, avec des "chambres". Nous nous trouvons bien dépourvus face à ces pirouettes sémantiques car le Larousse est très clair, un logement est un lieu où l'on peut habiter, et même temporairement. Nous avons donc demandé à Monsieur Delafosse et Madame Mantion s'ils partageaient la nuance du président de la CCI, "une chambre étudiante, ce n'est pas un logement".

LE COLLECTIF : NOUS SOMMES MONTPELLIER

Présent dans le paysage montpelliérain depuis plus de 2 ans, le mouvement Nous Sommes donne la voix aux habitants de la métropole pour rappeler aux élus que les crises écologiques, économiques, sociales et démocratiques que nous traversons nous obligent à changer de cap.

Foisonnant de militants, d'idées et d'indignation, nous voulons changer le "logiciel" : nos politiques urbaines doivent arrêter de nuire à l'environnement, stopper de servir l'oligarchie locale, créer de la solidarité et inclure tous les montpelliérains.



NOTRE ÉLUE : ALENKA DOULAIN

Alenka Doulain, tête de liste aux élections municipales, a intégré le conseil municipal en tant qu'élue. Elle y représente notre mouvement, les montpelliérains et les montpelliéraines et prend à cœur de questionner les décisions prises dans l'hémicycle.

Grâce à Alenka Doulain, nous pourrions dénoncer les décalages entre le discours et les actes du règne de Michaël Delafosse, proposer des solutions alternatives et efficaces pour l'ensemble des habitants de notre ville et mettre sur la table les oubliés et les incohérences de sa politique.

Tel : 06 41 57 15 78 // Mél : alenka.doulain@noussoyimes.org

RETROUVEZ TOUTES LES ACTUALITÉS DE NOTRE MOUVEMENT ICI :
WWW.NOUSSOMMES.ORG

